Comment les Britanniques ont inventé George Soros

[Source : reseauinternational.net]

Par Richard Poe

EN 1993, beaucoup en Europe se sont sentis trahis.

Certains se sont plaints d'un « complot anglo-saxon ».

La Grande-Bretagne avait rejeté l'union monétaire avec l'Europe, affirmant qu'elle s'en tiendrait à la livre sterling.

Les esprits se sont échauffés. Les langues se sont déliées. La rhétorique a commencé à devenir franchement raciste.

« *Il y a une sorte de complot* », a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères, Willy Claes. « *Dans le monde anglo-saxon, il existe des organisations et des personnalités qui préfèrent une Europe divisée* ».

« *Les institutions financières anglo-saxonnes* » sapent les efforts de l'Europe pour unifier les monnaies, a accusé Raymond Barre, ancien premier ministre français.

S'exprimant devant le Parlement européen, Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est emporté contre « les Anglo-Saxons ».

Depuis que les cuirassiers de Napoléon ont chargé les lignes britanniques à Waterloo, le monde francophone n'avait pas explosé dans une telle fureur contre la perfide Albion. Les tensions se sont dangereusement intensifiées.

Pas d'inquiétude, cependant.

L'aide était en route.

Le coup d'éclat de Soros

Roger Cohen, né et élevé en Angleterre, éduqué à Oxford, mais qui écrit maintenant pour le *New York Times*, entre en scène.

Cohen a sournoisement réorienté le débat.

Il a appelé le bureau de Willy Claes et a demandé au porte-parole Ghislain D'Hoop d'de nommer les comploteurs « anglo-saxons ».

Il y en avait beaucoup, a répondu D'Hoop. Mais l'un d'entre eux était George Soros.

D'Hoop était tombé dans le piège.

Il avait donné à Cohen ce qu'il voulait.

Dans un article du *New York Times* du 23 septembre 1993, Cohen a noté avec ironie :

« *Mais M. Soros ne correspond pas à la définition traditionnelle d'un anglo-saxon. C'est un juif d'origine hongroise qui parle avec un accent prononcé* ».

Cohen avait habilement réorienté le débat.

Au lieu d'un « complot anglo-saxon », Cohen a présenté un complot de George Soros.

Dans un article de 900 mots qui prétendait discuter de la crise monétaire en Europe, Cohen a consacré un tiers de l'article à Soros, s'étalant longuement sur « l'opprobre » injuste que Soros avait subi pour avoir spéculé sur la livre sterling en 1992 et sur le franc français en 1993.

Alors que Cohen prétendait défendre Soros, son article a eu l'effet inverse.

Cohen a en fait attiré l'attention sur Soros, faisant de lui la pièce maîtresse d'une histoire qui ne concernait pas du tout Soros, ou du moins qui n'aurait pas dû.

Cohen a ainsi déployé l'une des armes les plus puissantes de l'arsenal de guerre psychologique britannique.

Je l'appelle la Psyop Soros.

Fournir une couverture

Dans mon article précédent, « *Comment les Britanniques ont inventé les révolutions de couleur* », j'ai expliqué comment les agents de la guerre psychologique britannique ont développé des coups d'État sans effusion de sang et d'autres technologies comportementales pour manipuler les gouvernements étrangers de manière discrète et silencieuse dans l'ère post-coloniale.

Depuis 1945, la stratégie de la Grande-Bretagne a consisté à faire le mort, à

faire profil bas et à laisser les Américains faire le gros du travail de police dans le monde.

Cependant, discrètement, sous le radar, la Grande-Bretagne reste profondément impliquée dans les intrigues impériales.

L'une des façons dont la Grande-Bretagne dissimule ses opérations est d'utiliser George Soros et d'autres personnes comme lui comme couverture.

Le méchant désigné

Lorsque les agents britanniques s'engagent dans des interventions secrètes visant à déstabiliser des régimes ou à saper des monnaies, George Soros semble toujours surgir comme un diable d'une boîte, s'exhibant devant les caméras, faisant des déclarations provocantes et faisant généralement tout ce qu'il peut pour attirer l'attention sur lui.

Il est ce que les professionnels du renseignement appellent une opération « bruyante ».

Soros est le méchant désigné, le bouc émissaire.

Il prend délibérément la responsabilité des choses, même lorsqu'il n'est pas à blâmer.

C'est une façon étrange de gagner sa vie. Mais cela semble bien payer.

« L'homme qui a fait sauter la Banque d'Angleterre »

Jusqu'en 1992, la plupart des gens n'avaient jamais entendu parler de Soros.

Puis les médias britanniques l'ont nommé « L'homme qui a fait sauter la Banque d'Angleterre ». Soros est devenu une célébrité du jour au lendemain.

L'histoire raconte que Soros a spéculé sur la livre sterling, a forcé une dévaluation et est reparti avec un (ou peut-être deux) milliards de dollars de bénéfices.

En réalité, Soros n'était qu'un des nombreux spéculateurs qui ont parié contre la livre, forçant une dévaluation de 20% le « mercredi noir », le 16 septembre 1992.

Certaines des plus grandes banques du monde ont participé à l'attaque, ainsi que divers fonds spéculatifs et fonds de pension. Pourtant, les médias britanniques se sont concentrés presque exclusivement sur Soros, affirmant que ce dernier avait dirigé l'attaque et était censé en tirer le plus d'argent.

En fait, ces affirmations sont peu fondées, au-delà des fanfaronnades de

Soros lui-même.

Soros devient une célébrité

Les cambistes mondiaux sont notoirement secrets, craignant l'indignation du public et la surveillance des gouvernements.

Près de six semaines après le mercredi noir, personne ne savait vraiment qui avait fait s'effondrer la livre sterling.

Puis quelque chose d'inattendu s'est produit.

Soros a avoué !

Le 24 octobre 1992, le *Daily Mail* britannique a publié en première page un article montrant un Soros souriant tenant un verre, avec le titre « *J'ai gagné un milliard avec l'effondrement de la livre* ».

Le *Daily Mail* avait réussi à mettre la main sur un rapport trimestriel du Quantum Fund de Soros.

Soros affirme avoir été surpris et alarmé par la fuite dans la presse. Mais il a eu une étrange façon de le montrer. Soros s'est adressé directement au *Times* de Londres et a confirmé l'histoire, se vantant que tout était vrai.

Il va même jusqu'à déclarer : « *Nous* [à Quantum] avons certainement été le facteur le plus important du marché… ».

Et c'est ainsi que le matin du 26 octobre 1992, un titre en première page du *Times* proclame que Soros est « *L'homme qui a fait sauter la Banque d'Angleterre* ».

Dans les mois qui suivent, le *Times* allait devenir le principal promoteur de la légende Soros.

Protecteurs cachés

Dans un article paru le 15 janvier 1995 dans le *New Yorker*, Connie Bruck se souvient de l'étonnement qui a envahi le monde financier à la suite de la confession publique de Soros. Elle écrit :

« *Les collègues de Soros dans la communauté financière – notamment certains directeurs et actionnaires de Quantum – ont été stupéfaits par ses révélations publiques ; aujourd'hui encore, beaucoup se disent déconcertés par son action. Une personne de la communauté des fonds spéculatifs m'a dit : "Pourquoi faire la lumière sur ce sujet ? Pourquoi attirer l'attention sur vous ?"* »

Ces financiers n'ont pas saisi la situation dans son ensemble. Ils n'ont pas

compris que Soros jouait dans une autre catégorie, à un autre jeu.

Il n'était pas seulement un spéculateur.

C'était un opérateur de guerre psychologique.

L'homme qui a créé George Soros

L'homme principalement responsable de la promotion de Soros au cours de cette période est Lord William Rees-Mogg, un éminent journaliste et membre de la Chambre des Lords.

Le *Financial Times* l'a appelé « *l'un des plus grands noms du journalisme britannique* ».

Lord William est décédé en 2012.

Il a été rédacteur en chef du *Times* pendant 14 ans (1967-1981), puis vice-président de la *BBC*.

Il était un ami et un confident de la famille royale, un ami proche et un associé de Lord Jacob Rothschild, et le père du politicien britannique Jacob Rees-Mogg.

Plus que quiconque, c'est à Lord William que l'on doit la transformation de George Soros en une véritable arme.

Soros, sauveur de la Grande-Bretagne

Lorsque le *Daily Mail* a accusé Soros de faire s'effondrer la livre, le *Times* est intervenu pour expliquer que Soros était un héros, qui avait en fait sauvé la souveraineté britannique.

Dans un article publié en première page le 26 octobre 1992, le *Times* explique que Soros a peut-être sauvé le pays de l'effondrement économique et de l'asservissement à l'UE.

La dévaluation de la livre avait contraint la Grande-Bretagne à se retirer du Mécanisme de Change européen (MCE), mettant ainsi un terme aux projets britanniques d'adhésion à l'union monétaire européenne, explique le *Times*.

Lord William Rees-Mogg s'est montré particulièrement franc dans la défense de Soros.

« *La Grande-Bretagne a eu la chance d'être contrainte de quitter le MCE* », écrit Rees-Mogg dans sa chronique du 1er mars 1993 dans le *Times*. « *La politique économique de George Soros, pour une somme modique, a corrigé celle du premier ministre John Major* ».

Dans les colonnes suivantes, Rees-Mogg est devenu de plus en plus dithyrambique dans son éloge de Soros. Il a déclaré que Soros avait « sauvé » le Royaume-Uni, que Soros était un « *bienfaiteur de la Grande-Bretagne* » et qu'une statue de Soros devrait être « *érigée sur la place du Parlement, en face du Trésor* ».

L'agenda mondialiste

En fait, Rees-Mogg induisait ses lecteurs en erreur.

Il ne soutenait pas la souveraineté britannique. Rees-Mogg était un mondialiste, qui pensait que l'État-nation n'avait plus d'utilité.

Quelles que soient les raisons pour lesquelles il s'oppose à l'union monétaire avec l'Europe, le patriotisme britannique n'en fait pas partie.

Rees-Mogg a exposé ses convictions mondialistes dans une série de livres coécrits avec l'écrivain américain James Dale Davidson, spécialiste en investissements.

Dans « *L'individu souverain* » (1997), les auteurs ont prédit que les « *nations occidentales* » allaient bientôt « *s'effondrer à la manière de l'ancienne Union soviétique* », pour être remplacées par de minuscules juridictions « *semblables à des cités-États* » qui « *émergeraient des décombres des nations* ».

Les auteurs prédisent que « *certaines de ces nouvelles entités, à l'instar des Templiers et d'autres ordres religieux et militaires du Moyen Âge, pourraient contrôler des richesses et une puissance militaire considérables sans contrôler aucun territoire fixe* ».

Comme à l'époque du « féodalisme », ont écrit Rees-Mogg et Davidson, « *les personnes à faible revenu des pays occidentaux* » survivraient en s'attachant à des « *ménages riches en tant que serviteurs* ».

En d'autres termes, les classes inférieures retourneraient au servage.

Tout cela était pour le mieux, écrivent les auteurs, car cela permettait aux « personnes les plus compétentes » – c'est-à-dire les « cinq pour cent supérieurs » – de vivre où elles le souhaitent et de faire ce qu'elles veulent, sans loyauté ni obligation envers une nation ou un gouvernement particulier.

À mesure que l'ère de « l'individu souverain » prend forme, concluent les auteurs, « *de nombreuses personnes parmi les plus douées cesseront de se considérer comme faisant partie d'une nation, comme étant « britanniques », « américaines » ou « canadiennes ». Une nouvelle compréhension « transnationale » ou « extranationale » du monde et une nouvelle façon d'identifier sa place dans ce monde attendent d'être découvertes au cours du*

nouveau millénaire ».

Ce ne sont pas les paroles d'un patriote.

Le nouveau féodalisme

En fait, il n'y avait rien de nouveau dans la « nouvelle voie » promise par Rees-Mogg dans son livre.

Descendant d'une ancienne famille de propriétaires terriens, Rees-Mogg sait que le mondialisme a toujours été le credo des classes titrées, dont la seule véritable loyauté va à leur famille.

La série Harry Potter constitue une métaphore pertinente du monde d'aujourd'hui, dans lequel les familles d'élite se déplacent de manière invisible parmi les « moldus » ou les roturiers, dirigeant discrètement les choses en coulisse, tout en se cachant au grand jour.

Dans les années 1990, les familles privilégiées comme celle de Rees-Mogg en ont eu assez de se cacher. Elles se languissaient du bon vieux temps, quand elles pouvaient vivre ouvertement dans leurs châteaux et commander leurs serfs.

Le politologue d'Oxford Hedley Bull s'est adressé à cette foule lorsqu'il a prédit, dans son livre de 1977 intitulé « *La société anarchique* », que « *les États souverains pourraient disparaître et être remplacés non pas par un gouvernement mondial mais par un équivalent moderne et séculaire du… Moyen Âge* ».

La prévision de Bull d'un nouveau médiévisme a trouvé un écho auprès des élites britanniques.

Avec l'effondrement de l'Union soviétique, Rees-Mogg et d'autres de sa classe ont commencé à célébrer ouvertement la fin de l'État-nation et la montée d'un nouveau féodalisme.

Le rétablissement de l'ordre féodal est, en fait, le but véritable et caché du mondialisme.

À propos de ce « complot anglo-saxon »…

L'éloge extravagant de George Soros par Rees-Mogg a éveillé les soupçons sur le continent d'un « complot anglo-saxon ».

D'autres soupçons ont surgi lorsque J.P. Morgan & Co. et sa filiale Morgan Stanley se sont avérées être complices de la dévaluation de la livre.

Bien que nominalement américaines, ces banques avaient des liens historiques forts avec la Grande-Bretagne.

L’activité principale de J.P. Morgan a toujours été de servir de façade aux investisseurs britanniques en Amérique. Les chemins de fer américains et d’autres industries ont été en grande partie construits grâce à des capitaux britanniques, dont une grande partie a été distribuée par les banques Morgan.

Junius S. Morgan, le père de J.P., a lancé l’entreprise familiale en 1854, en s’installant dans les bureaux londoniens de Peabody, Morgan & Co. et en restant en Angleterre pendant les 23 années suivantes.

Les liens de la famille Morgan avec la Grande-Bretagne sont profonds.

Dans la période précédant le mercredi noir, J.P. Morgan & Co. a spéculé agressivement sur la livre sterling. Parallèlement, sa banque sœur Morgan Stanley a accordé des prêts massifs à Soros, lui permettant de faire de même.

Les allégations d’un « complot anglo-saxon » ne semblent pas farfelues, au vu de ces faits.

Il semble probable que Soros et d’autres spéculateurs étrangers n’aient fait que couvrir ce qui était, en fait, une opération de guerre économique britannique contre sa propre banque centrale.

Comment les Britanniques ont recruté Soros

Comme l’a noté Roger Cohen dans le *New York Times*, George Soros n’est pas un « anglo-saxon ». Alors comment s’est-il retrouvé mêlé à ce complot anglo-saxon ?

Le jeune Soros a été recruté par la London School of Economics (LSE). Là, il a été façonné pour devenir une arme du « soft power » britannique.

Dans un article précédent intitulé « *Comment les Britanniques ont vendu le mondialisme à l’Amérique* », j’ai expliqué comment la Grande-Bretagne utilise le « soft power » (séduction et cooptation) pour construire des réseaux d’influence dans d’autres pays.

La Grande-Bretagne se considère comme « *la première puissance douce du monde* », selon la *Strategic Defence and Security Review* de 2015 du Royaume-Uni.

Les Britanniques doivent leur statut de numéro un, en grande partie, à leur recrutement agressif d’étudiants étrangers dans les universités britanniques, un effort qui est considéré comme une priorité de sécurité nationale, supervisé par le British Council, une branche du Foreign Office.

La *Strategic Defence and Security Review* de 2015 note que « *1,8 million d’étudiants étrangers reçoivent une éducation britannique chaque année* » et que « *plus d’un quart des dirigeants mondiaux actuels ont étudié au Royaume-Uni* ».

Après l'obtention de leur diplôme, ces anciens élèves britanniques sont surveillés de près par le Ministère britannique des Affaires étrangères.

Selon un livre blanc publié en 2013 par le gouvernement britannique, les anciens élèves qui semblent se diriger vers de hautes sphères sont encouragés à chercher à « s'engager davantage » avec d'autres anciens élèves britanniques, dans le but de former « *un réseau de personnes occupant des postes d'influence dans le monde et pouvant promouvoir les objectifs de la politique étrangère britannique…* »

Recrue modèle

George Soros est un triomphe de la stratégie de soft-power de la Grande-Bretagne.

Non seulement il a accédé à une « position d'influence » après avoir obtenu son diplôme, mais il est resté proche de ses mentors britanniques et a promu leurs enseignements.

Soros a nommé son réseau de fondations Open Society en l'honneur de son professeur à la LSE, Karl Popper, dont la théorie de la « société ouverte » guide l'activisme de Soros jusqu'à ce jour.

L'œuvre maîtresse de Popper, « *La Société ouverte et ses ennemis* », publiée en 1949, est une défense philosophique de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme libéral britannique, tel qu'il a été adopté par les fondateurs de la LSE.

Les socialistes fabiens qui ont fondé la LSE pensaient que l'expansion britannique était la plus grande force civilisatrice dans un monde autrement barbare.

Dans son livre, Popper défendait expressément la conquête impériale comme une première étape dans l'élimination des identités tribales et nationales, pour ouvrir la voie à un « *Empire universel de l'homme* ».

« Les préjugés britanniques »

Soros est arrivé à Londres en 1947, réfugié de la Hongrie occupée par les Soviétiques.

Il a vécu en Angleterre pendant neuf ans, de 17 à 27 ans (d'août 1947 à septembre 1956).

Diplômé de la LSE en 1953, Soros obtient son premier emploi dans la finance chez Singer & Friedlander, une banque d'affaires londonienne.

Soros admet qu'il s'est installé aux États-Unis uniquement pour gagner de l'argent.

Il prévoit d'y rester cinq ans, puis de retourner en Angleterre.

« *Je ne me souciais pas particulièrement des États-Unis* », a-t-il déclaré à son biographe Michael Kaufman, dans « *Soros : La vie et l'époque d'un milliardaire messianique* ». « *J'avais acquis certains préjugés britanniques de base ; vous savez, les États-Unis étaient, eh bien, commerciaux, grossiers, et ainsi de suite* ».

Société ouverte contre société fermée

Le dédain pour les États-Unis n'est pas le seul « préjugé britannique » que Soros a acquis à la LSE. Il a également développé une forte aversion pour l'État-nation lui-même, suivant en cela l'exemple de Karl Popper.

Dans « *La société ouverte et ses ennemis* », Popper enseigne que la race humaine évolue d'une société « fermée » vers une société « ouverte ».

Le catalyseur de cette transformation est « l'impérialisme », explique-t-il.

Les sociétés fermées sont tribales et ne se préoccupent que de ce qui est le mieux pour la tribu, tandis qu'une société « ouverte » cherche ce qui est le mieux pour toute l'humanité.

Popper admet que les sociétés tribales semblent attrayantes à première vue. Les peuples tribaux sont étroitement liés par « *la parenté, la vie commune, le partage d'efforts communs, de dangers communs, de joies communes et de détresse commune* ».

Pourtant, les peuples tribaux ne sont jamais vraiment libres, selon Popper. Leur vie est régie par la « magie » et la « superstition », par les « lois », les « coutumes » et les « tabous » de leurs ancêtres.

Ils sont pris dans une routine à laquelle ils ne peuvent échapper.

En revanche, une société « ouverte » n'a ni tabous ni coutumes, ni tribus ni nations. Elle n'est composée que « d'individus », libres de faire ou de penser ce qu'ils veulent.

« L'empire universel de l'homme »

Selon Popper, toutes les sociétés commencent par être « fermées », mais deviennent ensuite « ouvertes » grâce à « l'impérialisme ».

Lorsqu'une tribu devient suffisamment forte pour conquérir d'autres tribus, les sociétés « fermées » sont obligées de « s'ouvrir » au conquérant, tandis que le conquérant « s'ouvre » également aux coutumes des conquis.

« *Il est nécessaire, je crois, que l'exclusivité et l'autosuffisance tribalistes ne puissent être remplacées que par une certaine forme*

d'impérialisme », conclut Popper.

Les empires rendent les tribus et les nations obsolètes, dit Popper. Ils fournissent un gouvernement unique, avec un seul ensemble de règles pour tous.

Popper rêvait d'un « *Empire universel de l'homme* » qui répandrait la « société ouverte » aux quatre coins du monde.

Le fruit défendu

À bien des égards, l'Empire est plus « tolérant » que la tribu, affirme Popper. Les peuples détribalisés découvrent qu'ils sont libres de faire et de dire beaucoup de choses qu'ils considéraient auparavant comme « taboues ».

Mais il y a une chose que l'Empire ne peut tolérer : le tribalisme lui-même.

Popper a averti que l'humanité ne pouvait qu'avancer, et non reculer. Il a comparé la « société ouverte » au fait de manger le fruit de l'arbre de la connaissance. Une fois que vous avez goûté au fruit défendu, les portes du Paradis sont fermées.

Vous ne pourrez jamais retourner à la tribu. Ceux qui essaient deviendront des fascistes.

« *Nous ne pourrons jamais revenir à l'… innocence et à la beauté de la société fermée…* », prévient Popper. « *Plus nous essayons… plus nous arrivons sûrement à… la police secrète, et… au gangstérisme romancé. … Il n'y a pas de retour à un état de nature harmonieux. Si nous faisons demi-tour, alors nous devons faire tout le chemin – nous devons retourner aux bêtes* ».

L'empire socialiste

Les idées de Popper n'étaient pas originales. Il ne faisait qu'épouser la doctrine de l'impérialisme libéral à laquelle la London School of Economics était dédiée.

La LSE a été fondée en 1895 par quatre membres de la Fabian Society, dont Sidney et Beatrice Webb, George Bernard Shaw et Graham Wallas.

Tous étaient de fervents impérialistes, ainsi que des socialistes, ne voyant aucun conflit entre les deux. En effet, les Fabiens considéraient l'Empire britannique comme un excellent vecteur de diffusion de « l'internationalisme » socialiste.

Dans un tract de 1901 intitulé « *La politique du vingtième siècle : Une politique d'efficacité nationale* », Sidney Webb appelle à la fin des « *droits abstraits basés sur les 'nationalités'* ». Rejetant ce qu'il appelle la « *fervente propagande de la 'Home Rule' irlandaise* », Webb condamne tout

mouvement qui prône « *l'auto-gouvernement* » fondé sur la « *notion tribale obsolète* » de « *l'autonomie raciale* ».

Au contraire, Webb soutenait que le monde devait être divisé en « *unités administratives* » basées uniquement sur la géographie, « *quel que soit le mélange de races* », comme l'illustre « *ce grand commonwealth de peuples appelé l'Empire britannique* » qui comprenait « *des membres de toutes les races, de toutes les couleurs humaines, et de presque toutes les langues et religions* ».

Ainsi, Webb a exposé l'essence de la « société ouverte » impériale près de 50 ans avant Popper.

Le socialisme invisible

George Orwell n'est pas connu pour avoir été un Fabien, mais il partageait le rêve fabien d'un Empire britannique socialiste.

Dans son livre de 1941 intitulé « *Le Lion et la Licorne : Le socialisme et le génie anglais* », Orwell prédit l'émergence d'un « *mouvement socialiste spécifiquement anglais* », qui conserverait de nombreux « anachronismes » du passé.

Ces « anachronismes » calmeraient et rassureraient l'âme anglaise, même si la société britannique était en train d'être bouleversée.

L'un de ces « anachronismes » serait la monarchie, qu'Orwell jugeait digne d'être préservée. Un autre était l'Empire, qui serait rebaptisé « *une fédération d'États socialistes…* »

Orwell prédit qu'un véritable socialisme anglais « *ferait preuve d'un pouvoir d'assimilation du passé qui choquerait les observateurs étrangers et leur ferait parfois douter qu'une révolution ait eu lieu* ».

Malgré les apparences, la Révolution serait réelle, dans tous les aspects « essentiels », promettait Orwell.

« Comme une momie non enterrée »

Dans un étrange écho d'Orwell, Lord William Rees-Mogg a également suggéré que son nouveau féodalisme conserverait beaucoup des apparences extérieures de la vie anglaise normale, même si la nation britannique s'effondrait aux entournures.

Dans leur livre « *Du sang dans les rues* » (1987), Rees-Mogg et Davidson prédisaient que, même après que les États-nations auraient perdu leur pouvoir, « *les formes de l'État-nation subsisteraient, comme au Liban, comme d'ailleurs la forme de l'Empire romain a été préservée, comme une momie non enterrée, tout au long du Moyen Âge* ».

Malgré sa vision lugubre de l'avenir de la Grande-Bretagne, Rees-Mogg a continué à se poser en patriote britannique jusqu'à la fin. Peut-être était-ce sa façon de sauver les apparences, de contribuer à préserver la « forme » de la Grande-Bretagne, « comme une momie non enterrée », afin de calmer et de rassurer l'âme anglaise.

Nous constatons ainsi que le socialisme « spécifiquement anglais » d'Orwell – dans lequel même la monarchie survivrait – semble présenter des similitudes étranges avec le nouveau féodalisme de Rees-Mogg.

On pourrait même se demander s'il s'agit d'une seule et même chose.

Le Soros impérial

En 1995, Soros a déclaré au *New Yorker* : « *Je ne pense pas que vous puissiez jamais surmonter l'antisémitisme si vous vous comportez comme une tribu. … La seule façon de le surmonter est d'abandonner le caractère tribal* ».

Ce n'était ni la première ni la dernière fois que Soros faisait sourciller en rejetant le tribalisme juif comme un défaut à corriger. Lorsque Soros a fait un commentaire similaire en 2003, il s'est fait gronder par Elan Steinberg du Congrès juif mondial, qui a rétorqué : « *L'antisémitisme n'est pas causé par les juifs, il est causé par les antisémites* ».

En toute honnêteté, Soros ne faisait que répéter ce qu'il avait appris à la London School of Economics.

Ses fondations Open Society sont expressément dédiées aux enseignements de Popper, et donc opposées à toute forme de tribalisme. En rejetant le tribalisme de son propre peuple juif, Soros n'a fait que faire preuve de cohérence intellectuelle.

À titre personnel, je peux difficilement condamner Soros pour sa critique du tribalisme juif, dans la mesure où mon propre père juif avait des vues similaires.

L'une des façons dont mon père a exprimé sa rébellion a été d'épouser ma mère, une beauté exotique, moitié mexicaine, moitié coréenne, et catholique de foi.

Je comprends parfaitement la relation difficile qu'entretient Soros avec son identité juive.

Néanmoins, j'entends dans les mots de Soros un écho troublant de l'idéologie impériale de Sidney Webb, une influence qui imprègne et définit le réseau Open Society de Soros à tous les niveaux.

L’effet joueur de flûte

Dans les mois qui ont suivi le mercredi noir, les médias britanniques ont promu Soros comme une star de cinéma, construisant sa légende comme le plus grand génie financier de l’époque.

Lord William Rees-Mogg a pris la tête du peloton.

Rees-Mogg et ses associés savaient que si l’on parvenait à convaincre suffisamment de petits investisseurs de croire à la légende de Soros, si l’on parvenait à les manipuler pour qu’ils imitent les mouvements de Soros, achetant et vendant selon ses conseils, alors Soros prendrait le contrôle de l’essaim.

Il pourrait faire ou défaire les marchés, simplement en parlant.

Dans sa chronique du *Times* du 26 avril 1993, Rees-Mogg a conféré une aura mystique à Soros, le décrivant comme un Nostradamus des temps modernes capable de voir à travers les « illusions du public » la « réalité » sous-jacente.

D’autres journalistes ont suivi le mouvement, répétant les points de discussion de Rees-Mogg comme des somnambules.

« *Pourquoi sommes-nous si ensorcelés par ce Midas moderne ?* » s’est interrogé le *Daily Mail*, sur le ton de la pâmoison d’un amant désespéré.

Tout le monde n’a pas cru au mythe Soros.

Leon Richardson, un chroniqueur financier australien, a accusé Rees-Mogg d’essayer de faire de Soros un joueur de flûte, afin d’égarer les investisseurs.

« *Lord Rees-Mogg a fait l’éloge de Soros, le qualifiant d’investisseur le plus brillant du monde* », a déclaré Richardson dans sa chronique du 9 mai 1993. « *En conséquence, les gens ont commencé à observer Soros et ce qu’il fait pour gagner de l’argent* ».

L’arnaque à l’or

Ceux qui observaient Soros après le mercredi noir n’ont pas eu besoin d’attendre longtemps pour son prochain conseil d’investissement.

« *Soros a tourné son attention vers l’or* », annonce Rees-Mogg le 26 avril 1993.

Newmont Mining était la plus grande société d’extraction d’or au monde. Soros venait d’acheter 10 millions d’actions à Sir James Goldsmith et Lord Jacob Rothschild.

Si Soros achetait de l'or, nous devrions peut-être en faire autant, a laissé entendre Rees-Mogg.

Tout le monde n'a pas suivi la suggestion de Rees-Mogg.

Certains commentateurs ont noté que, tandis que Soros achetait des actions de Newmont, Goldsmith et Rothschild s'en débarrassaient – ce qui n'est guère un signal d'achat clair.

« *Normalement, lorsqu'un initié vend des actions de sa propre société, il essaie d'éviter que cela soit remarqué* », a commenté Leon Richardson. « *C'était un cas étrange où l'initié essayait d'obtenir une large couverture médiatique de sa vente* ».

Néanmoins, l'effet joueur de flûte a fonctionné. Le 2 août, le prix de l'or était monté en flèche, passant de 340 à 406 dollars l'once, soit une augmentation de 19%.

« Une nouvelle façon de faire de l'argent »

De nombreux membres de la presse financière ont murmuré sur le degré inhabituel de collaboration entre le *Times*, Soros, Goldsmith et Rothschild.

« *Soros est une énigme…* » a déclaré le *London Evening Standard*. « *Il n'a jamais parlé de l'or, mais il n'en avait pas besoin. La presse l'a fait pour lui, avec le cheerleader de Goldsmith, Lord Rees-Mogg, sonnant le clairon dans le Times* ».

« *On ne peut que s'émerveiller du timing et de l'aura scénique de Goldsmith/Soros dans leur spectacle pour l'or* », commentait le magazine *EuroBusiness* en septembre 1993. « *Ils disposaient également d'une impressionnante équipe de soutien : des médias qui ont joué comme un chœur grec sur la mélodie de l'or* ».

David C. Roche, stratège londonien de Morgan Stanley, conclut : « *C'est une nouvelle façon de faire de l'argent, une combinaison d'investissements judicieux au creux d'un marché et d'un coup de publicité* ».

Un joueur d'équipe

Malgré tout le battage médiatique, la bulle aurifère a éclaté en septembre, faisant chuter les prix de l'or.

Beaucoup ont perdu leur chemise.

Mais Goldsmith et Rothschild ont fait un massacre, en vendant au sommet.

Certains ont soupçonné que le but de l'opération était peut-être d'aider Goldsmith et Rothschild à réaliser un bénéfice sur leurs participations dans

Newmont, qui étaient jusque-là peu florissantes.

Soros, quant à lui, a pris une raclée. Certains rapports indiquent que Soros a vendu ses actions en août 1993, tandis que d'autres disent qu'il n'a pas commencé à vendre avant 1997. Quoi qu'il en soit, il semble que Soros ait vendu à bas prix.

Pourquoi cela ? Pourquoi Soros aurait-il été le fer de lance d'un plan de promotion de l'or qui ne lui a rapporté que peu ou pas de bénéfices ?

Certains soupçonnent Soros d'avoir payé pour l'équipe.

Peut-être n'était-il pas un franc-tireur après tout.

Peut-être que le joueur de flûte n'était qu'un type qui suivait les ordres.

Prophète ou pion ?

Au moins, le jeu de l'or a prouvé que Soros travaillait avec une équipe.

Son image de loup solitaire n'était qu'un mythe de plus.

Lorsque les projecteurs de la célébrité se sont braqués sur Soros pour la première fois, il a travaillé avec un cercle restreint d'investisseurs britanniques, parmi lesquels certains des noms les plus célèbres de la finance mondiale.

À ce niveau, les investisseurs ne « spéculent » pas tant sur les marchés qu'ils ne les contrôlent.

L'arnaque de l'or a révélé que Rees-Mogg, Soros, Goldsmith et Rothschild étaient liés par un réseau complexe de relations d'affaires.

Goldsmith, par exemple, était un directeur de la société St. James Place Capital de Rothschild. Un autre directeur de St. James Place, Nils Taube, était simultanément directeur du Quantum Fund de Soros.

Rees-Mogg lui-même était un ami proche de Lord Rothschild, ainsi qu'un membre du conseil d'administration de J. Rothschild Investment Management et un directeur de St. James Place Capital.

Pendant ce temps, le journaliste du *Times* Ivan Fallon – qui a contribué à la révélation de l'achat d'or par Soros dans le *Sunday Times*, en co-rédigeant le rapport original du 25 avril – se trouve être le biographe de Goldsmith, auteur de « *Milliardaire : La vie et l'époque de Sir James Goldsmith* ».

C'était particulièrement commode.

« Le gang des initiés »

« *Ce genre de connexions, cette impression de gang d'initiés, c'est ce qui fait que les investisseurs plus classiques lèvent occasionnellement un sourcil quand Soros est concerné* », ronchonnait *The Observer* avec désapprobation.

The Observer avait raison. Soros était un « initié » travaillant avec d'autres initiés. Et rien n'indique qu'il était sur le point de devenir un partenaire principal de ce groupe.

Soros était un serviteur, pas un prophète ; un suiveur, pas un leader.

C'est pourquoi Soros a crié au scandale lorsqu'il a été condamné pour délit d'initié en 2002, dans le cadre du scandale de la Société Générale en France.

« *C'est bizarre que je sois le seul à être reconnu coupable alors que l'ensemble de l'establishment français était impliqué* », s'est plaint Soros à *CNN*.

Soros a clairement estimé que les Français avaient enfreint les règles.

Selon Soros, lorsque « l'ensemble de l'establishment » d'un pays conspire pour truquer les marchés, il est injuste de ne poursuivre qu'un seul conspirateur.

Après tout, Soros a simplement fait ce que tout le monde faisait.

Les révolutions de couleur

En même temps que Rees-Mogg polissait l'image de Soros en tant que plus grand gourou de l'investissement au monde, il faisait également la promotion des activités politiques de Soros.

« *J'admire la façon dont il a dépensé son argent* », déclare Rees-Mogg dans sa chronique du *Times* du 26 avril 1993. « *Rien n'est plus important que la survie économique des anciens pays communistes d'Europe de l'Est* ».

Rees-Mogg faisait référence au travail des fondations de Soros dans les anciens États soviétiques, où Soros est rapidement devenu tristement célèbre en tant que financeur et organisateur de coups d'État sans effusion de sang, connus sous le nom de « révolutions de couleur ».

Comme pour ses opérations de change, Soros n'agissait pas seul lorsqu'il s'engageait dans des opérations de changement de régime. Il faisait partie d'une équipe.

Soros et les « atlantistes »

Dans une série d'articles parus dans *Revolver News*, Darren Beattie a exposé une cabale d'agents de la sécurité nationale américaine spécialisés dans le renversement de régimes par le biais de « révolutions de couleur ».

Ils opèrent par le biais d'un réseau d'ONG parrainées par le gouvernement, parmi lesquelles la National Endowment for Democracy (NED) et ses deux groupes affiliés, l'International Republican Institute (IRI) et le National Democratic Institute (NDI).

Beattie accuse ces groupes « pro-démocratie » de mettre en scène une mutinerie contre le président Trump.

Selon Beattie, ces agents « pro-démocratie » ont joué un rôle central dans la perturbation de notre élection de 2020, leurs stratagèmes ayant culminé dans la soi-disant « insurrection » du Capitole, que *Revolver News* a maintenant exposée comme un travail de l'intérieur orchestré par des provocateurs du FBI.

Beattie appelle les comploteurs « atlantistes », un euphémisme communément appliqué aux anglophiles du Département d'État qui font passer les intérêts britanniques avant les intérêts américains.

L'un de ces comploteurs « atlantistes » était George Soros, selon Beattie.

La bouche qui rugit

Normalement, lorsque Soros s'implique dans des opérations de changement de régime, il fait tout pour s'en attribuer le mérite, comme il l'a fait pour faire sauter la Banque d'Angleterre en 1992.

Par exemple, dans son livre de 2003 intitulé « *La bulle de la suprématie américaine* », Soros avoue librement : « *Mes fondations ont contribué au changement de régime démocratique en Slovaquie en 1998, en Croatie en 1999 et en Yougoslavie en 2000, en mobilisant la société civile pour se débarrasser respectivement de Vladimir Meciar, Franjo Tudjman et Slobodan Milosevic* ».

La même année, lors d'une conférence de presse à Moscou, Soros a publiquement menacé d'évincer le président géorgien Edouard Chevardnadze, déclarant : « *C'est ce que nous avons fait en Slovaquie à l'époque de Meciar, en Croatie à l'époque de Tudjman et en Yougoslavie à l'époque de Milosevic* ».

Lorsque Chevardnadze a ensuite été renversé lors d'un soulèvement en novembre 2003, Soros en a publiquement revendiqué le mérite.

« *Je suis ravi de ce qui s'est passé en Géorgie, et je suis très fier d'y avoir contribué* », s'est vanté Soros au *Los Angeles Times* le 5 juillet 2004.

Le réseau des anciens du Royaume-Uni

De manière assez inhabituelle, Soros ne s'est pas précipité pour revendiquer le mérite de la révolution orange de 2004 en Ukraine, mais l'un de ses collègues, Michael McFaul, l'a fait pour lui.

« *Les Américains se sont-ils ingérés dans les affaires intérieures de l'Ukraine ? Oui* », écrit McFaul dans le *Washington Post* du 21 décembre 2004.

McFaul – qui était alors professeur associé à Stanford, mais qui a ensuite occupé le poste d'ambassadeur en Russie sous Obama – a ensuite énuméré divers « agents d'influence américains » qui, selon lui, ont pris part à la révolution orange, notamment l'International Renaissance Foundation, que McFaul a tenu à décrire comme étant « *financée par Soros* ».

L'Ukraine est un pays dangereux et violent, où les agents étrangers connus courent certains risques. Il est difficile de comprendre pourquoi McFaul mettrait délibérément en danger Soros et toute une série d'agents américains en les accusant d'ingérence dans les élections, à moins qu'il ne cherche à détourner l'attention d'autres participants qui ne sont pas américains, comme la Westminster Foundation for Democracy, une ONG britannique financée par le Ministère britannique des Affaires étrangères, qui a joué un rôle essentiel dans la révolution orange.

En tant que boursier Rhodes et diplômé d'Oxford, McFaul est un ancien du Royaume-Uni qui a atteint une « position d'influence » – exactement le genre de personne à laquelle le Ministère britannique des Affaires étrangères fait régulièrement appel pour l'aider à promouvoir les « objectifs de la politique étrangère britannique ».

La main cachée de la Grande-Bretagne

L'un des prétendus « agents d'influence américains » que McFaul a accusés dans le *Washington Post* est Freedom House.

Comme je l'ai révélé dans mon article précédent, « *Comment les Britanniques ont inventé les révolutions de couleur* », Freedom House a été fondée en 1941 en tant que façade des services secrets britanniques, dont le but était de pousser à l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale et d'aider la Grande-Bretagne à mener des opérations secrètes contre les militants pacifistes américains.

Il n'y a aucune raison de croire que Freedom House a changé d'allégeance depuis lors.

Décrire Freedom House comme un « agent d'influence américain » met une certaine tension sur le mot « américain ».

Freedom House illustre parfaitement le type de front anglophile que Darren

Beattie qualifie « *d'atlantiste* ».

Où est Soros ?

Je soupçonne que le véritable rôle de Soros parmi les agents de la « révolution de couleur » est similaire à son rôle dans le monde financier.

Il détourne l'attention des opérations britanniques en s'en attribuant bruyamment le mérite.

Alors, où est Soros maintenant ?

Pourquoi ne se réjouit-il pas de la chute du président Trump, comme il l'a fait pour Meciar, Tudjman, Milosevic, Shevardnadze et tant d'autres ?

Peut-être Soros a-t-il reçu un appel de Londres.

Peut-être que ses supérieurs l'ont prévenu que les choses devenaient un peu risquées avec ces exposés.

Peut-être ont-ils dit à Soros de se taire.

---

source : https://www.lewrockwell.com

traduit par Réseau International